



Côte d'Ivoire : Un pays sous influence

Par [Jean Pestieau](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2011

[Solidaire](#) 14 janvier 2011

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Après les élections du 28 novembre 2010, une grande partie de la communauté internationale sous la direction des États-Unis, exige que Alassane Ouattara soit reconnu comme le gagnant des élections présidentielles en Côte d'Ivoire. Si Laurent Gbagbo, président sortant et son rival dans les élections, ne veut pas se soumettre, il est menacé d'une intervention militaire de la part de pays voisins. Que vont être les conséquences pour les peuples de la région ?

C'est à côté des ambassadeurs américains et français et dans le quartier général de Alassane Ouattara que le chef de la commission électorale l'a déclaré gagnant. Qui est Ouattara ? C'est un ancien fonctionnaire du Fonds monétaire international, puis premier ministre du dictateur Félix Houphouët-Boigny. Ouattara appliquait dans les années 80 et début 90 une politique ultralibérale, obligeant de couper dans les secteurs sociaux et de donner priorité au paiement des dettes extérieures et à l'orthodoxie budgétaire. En Côte d'Ivoire le résultat de cette politique est indéniable. L'ancien moteur économique de l'Afrique de l'Ouest est tombé en panne : en 2000 le PNB par habitant représentait 65 % de ce qu'il était en 1980. Ces dernières années ce chiffre a continué à descendre jusqu'à 58 % en 2009 et la pauvreté du pays a augmenté depuis 2002 de 40 %.

Quand on compare avec l'attitude complaisante de ce même Occident envers le coup d'état en Honduras en décembre 2008, l'attitude radicale de Washington envers Gbagbo étonne. Cela cache la volonté de Washington de restaurer son autorité dans le monde.

Qui sont les amis de Laurent Gbagbo ?

Est-ce que Gbagbo représente vraiment la volonté du peuple ivoirien ? On peut en douter. Gbagbo a surtout le soutien d'une alliance d'anciens gaullistes et de socialistes français, qui tous reprochent au président Sarkozy d'être devenu l'auxiliaire des États-Unis et d'avoir trahi l'idéal de la France comme puissance mondiale. Cette alliance s'appelle la « Françafrique » et se base sur le réseau du puissant Jacques Foccart. Elle a contrôlé et exécuté la politique africaine néo-coloniale sous différents présidents français (De Gaulle, Pompidou, Chirac). Ensuite on a vu pendant la campagne électorale de Gbagbo des personnalités du Parti socialiste français à côté de Gbagbo lors de meetings électoraux. Et le jour des élections, Henri Emmanuelli, ancien secrétaire d'État, a déclaré que Gbagbo était « la seule personne capable de diriger la Côte d'Ivoire ».

Pendant les 10 années que Gbagbo est au pouvoir il n'a pas réussi à diminuer la division, ni à améliorer les conditions de vie des ivoiriens. Il a essayé de se négocier une place en suivant le cadre que l'Occident l'avait prescrit. Ceci a échoué. Les élections auraient dû résoudre définitivement la crise en Côte d'Ivoire, qui dure depuis que la rébellion de 2002

(venus du Burkina Faso, des rebelles ont voulu prendre le contrôle du pays mais ont échoué et sont restés au nord) a divisé le pays en deux. Au contraire, ces élections ont ramenés le pays à la case départ : aujourd'hui il y a donc deux présidents et deux gouvernements en Côte d'Ivoire.

Division entre le nord et le sud

Voilà que la crise risque maintenant d'enflammer toute l'Afrique de l'Ouest. Car à l'instigation des États-Unis et de pays de l'Union européenne, les gouvernements des pays voisins menacent de monter une intervention militaire.

Il faut savoir que jusqu'au début des années soixante, l'Afrique de l'Ouest était dominée et exploitée par le colonialisme français. Après une indépendance éclatée, cet ensemble se divisa en pays formellement indépendants. Durant l'époque coloniale, des centaines de milliers de Burkinabés ont fui la misère de leur pays aride pour aller travailler dans les plantations de ce qui deviendra plus tard la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, il y a 2 250 000 descendants des travailleurs émigrés des pays voisins en Côte d'Ivoire, cela fait 15 % de la population ivoirienne.

Voici dix ans, les néo-coloniaux n'avaient aucune réponse à apporter à la crise économique qui sévissait en Côte d'Ivoire. Elle ne faisait qu'augmenter la misère et la révolte de la population. Leurs seuls fonds de commerce étaient la division et la démagogie. On a vu ainsi apparaître le concept de l'« Ivoirité » : la « nationalité ivoirienne pure », qui permet entre autres d'exclure arbitrairement des citoyens des listes électorales. Ensuite s'est ajouté la division entre citoyens du nord et citoyens du sud, chrétiens et musulmans. Diviser pour régner : affaiblies par des luttes intestines, quelle résistance les populations appauvries pourront-elles opposer à l'impérialisme ?

« Non à une guerre entre Africains ! »

Les États-Unis et la France qui sont les instigateurs de la crise en 2002 veulent maintenant imposer d'une façon arrogante leur volonté même si cela implique une nouvelle guerre meurtrière entre Africains. Or, la population, lassée de l'interminable descente aux enfers, pourrait retourner les armes contre les différentes marionnettes de l'impérialisme. Depuis que des États voisins ont parlé de la possibilité d'une intervention armée, indignation et mobilisation traverse toute l'Afrique avec les mots d'ordre « Bas les pattes du peuple ivoirien ! Troupes étrangères hors de Côte d'Ivoire ! Non à une guerre de division entre Africains ! ».

Les forces éprises de paix dans le monde réclament le rejet de la logique de guerre qui aggravera la misère, la dépendance et ferait de nombreuses victimes. C'est aux Ivoiriens, sans exclusive, et à eux seuls de décider librement de leur avenir, et à trouver les solutions appropriées. Pas d'ingérences étasuniennes ou de pays de l'Union européenne.

Source originale : Solidaire, publié par Michelcollon.info

La source originale de cet article est Solidaire
Copyright © [Jean Pestieau](http://JeanPestieau), Solidaire, 2011

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca